



20 juillet 2026

L'INTERSYNDICALE APPELLE LES ELECTRICIENS ET LES GAZIERS A SE MOBILISER LE 15 SEPTEMBRE

Après avoir interpellé le Premier ministre pour dénoncer une nouvelle **attaque contre le contrat social des IEG**, les fédérations syndicales représentatives des Industries Électriques et Gazières (IEG), FNME-CGT, CFE Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines, se sont réunies en intersyndicale le vendredi 17 juillet.

Lors de cette réunion, nous avons organisé la **riposte à la nouvelle offensive des pouvoirs publics contre l'Avantage en Nature Énergie**, communément appelé « Tarif Agent », dont bénéficient les électriciens et gaziers au titre de leur Statut national des IEG.

Face à la colère sociale de plus en plus forte qui s'exprime face à cette nouvelle attaque frontale contre les salariés et retraités des IEG, l'Intersyndicale affiche sa détermination à obtenir du Gouvernement le retrait de cette mesure. La **mobilisation massive des électriciens et des gaziers** est essentielle pour **construire le rapport de force, faire pression** sur le Premier Ministre et **lui faire entendre raison**. Elle appelle donc à une

Journée d'actions et de grève le mardi 15 septembre 2026

D'ici là, l'Intersyndicale organisera la mobilisation nationale et coordonnera les initiatives locales pour vous permettre d'exprimer votre colère face à l'indécence de la remise en cause du contrat social de **celles et ceux qui font vivre le service public de l'énergie** au quotidien, particulièrement lors des événements climatiques que notre pays connaît de plus en plus.

On ne peut, d'un côté, demander toujours plus aux électriciens et aux gaziers pour relever les défis énergétiques du pays et, de l'autre, s'attaquer à notre contrat social. Nous traiter de privilégiés alors que nous avons le sens de l'intérêt général chevillé au corps est une provocation d'autant plus indigne que le Gouvernement refuse de s'attaquer aux flux financiers échappant à la solidarité nationale.

Ensemble, actifs et retraités, le 15 septembre, défendons nos droits et faisons reculer le Gouvernement